



Acharnement européen

par Serge Halimi --
0

« *L'expérience est une école sévère, mais aucune autre n'instruira les imbéciles.* » Mort en 1790, Benjamin Franklin, qui inventa le paratonnerre, ne pouvait prévoir l'existence de l'Union européenne... Celle dont les expériences n'ont aucun effet sur l'instruction.

Consultés directement, les peuples occidentaux rejettent le libre-échange ; le Parlement européen vient pourtant de voter un nouveau traité — cette fois avec le Canada. Ses principales dispositions s'appliqueront sans attendre l'éventuelle ratification des Parlements nationaux (*lire « [Parlements croupions](#) »*). Une deuxième expérience aurait instruit des imbéciles, même endurcis. Saignée depuis mai 2010 par les « remèdes » de cheval de l'Eurogroupe, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international, la Grèce est proche d'un nouveau défaut de paiement. Des seringues mal nettoyées se succèdent pourtant dans son corps labouré d'ecchymoses, en attendant que la droite allemande décide d'expulser Athènes de l'hôpital-caserne de la zone euro. Un dernier exemple ? Les budgets sociaux sont sous tension dans plusieurs États de l'Union, qui déjà rivalisent d'imagination pour moins payer les chômeurs et cesser de soigner les étrangers. Au même moment, tous semblent néanmoins s'accorder pour augmenter les crédits militaires, afin de répondre à... la « menace russe », bien que le budget de la défense de ce pays représente moins du dixième de celui des États-Unis.

Le président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, a-t-il fini par mesurer le caractère indéfendable de telles priorités ? S'inspirant de la sagesse de son ami François Hollande, il a annoncé qu'il ne solliciterait pas un second mandat. En prenant ses fonctions, il avait averti que sa commission serait « *celle de la dernière chance* ». Or, en ce moment, il consacre « *plusieurs heures par jour à planifier la sortie d'un État membre* ». On comprend qu'il vienne de soupirer : « *Ce n'est pas un métier d'avenir.* »

En 2014, M. Juncker, candidat de la droite européenne jusque-là connu pour sa défense du paradis fiscal luxembourgeois, est devenu président de la Commission grâce au soutien d'une majorité de parlementaires socialistes européens. « *Je ne sais pas ce qui nous distingue* », avouait à l'époque son concurrent social-démocrate Martin Schulz. « *M. Schulz adhère largement à mes idées* », admettait en retour M. Juncker. Une même proximité idéologique explique le vote, le 15 février dernier, du traité de libre-échange avec le Canada : la majorité des eurodéputés sociaux-démocrates a fait bloc avec les libéraux.

Lorsqu'il s'est agi de la Grèce, le refus allemand de discuter du montant — pourtant insoutenable — de la dette d'Athènes a été appuyé par le gouvernement socialiste français. Et relayé avec une arrogance proche du fanatisme par le président de l'Eurogroupe, M. Jeroen Dijsselbloem, un travailliste néerlandais (1).

En période électorale, il est souvent question de « réorienter » l'Union européenne. Le dessein est louable, mais autant être instruit par... l'expérience. Elle permet d'identifier ceux sur qui mieux vaudrait ne pas compter. Afin de s'épargner une nouvelle désillusion sur un front dont pourtant presque tout le reste dépend.